



metqa
e.i.l

FNEC FP

FO
la force syndicale

Confédération Générale du
Travail FORCE OUVRIERE

Contre le nouveau « dialogue social » : la FNEC-FP-FO et eiL s'engagent

L'année scolaire qui s'achève a vu se multiplier et se préciser des attaques affectant tous les niveaux de l'Education nationale. Elles ont comme méthode la remise en cause systématique de l'existence d'une Education nationale comme service public et les remises en cause des garanties statutaires de tous les personnels comme fonctionnaires de l'Etat.

Les deux Fédérations, eiL et la FNEC-FP-FO réaffirment leur opposition à tous les dispositifs, déjà mis en œuvre ou en projet, destructeurs du statut général de la Fonction publique et des statuts particuliers de tous les corps des personnels.

eiL et la FNEC-FP-FO qui revendiquent le principe républicain : « A Ecole publique, fonds publics, à Ecole privée, fonds privés » réaffirment leur attachement à l'école publique, l'école laïque, l'école de la République.

eiL et la FNEC-FP-FO réaffirment leur volonté que soit confirmée la place des corps de fonctionnaires de l'Education nationale dans la Fonction publique de l'Etat.

Attachés à l'enseignement public et laïque, eiL et la FNEC-FP-FO redisent leur attachement au monopole de collation de grades, titres et diplômes par l'Etat.

Particulièrement, elles renouvellent la volonté de maintien des lycées professionnels réaffirmant la nécessité de préserver la spécificité du corps des PLP.

Elles souhaitent la pérennisation du corps des CPE, enseignants spécifiques, dans le respect de ses missions statutaires initiales.

De même, il convient de préserver les statuts de tous les personnels et corps de l'Education nationale, ATOSS, Administratifs, ...

C'est pourquoi eiL et la FNEC-FP-FO considèrent qu'il est aujourd'hui indispensable de lutter contre la Révision Générale des Politiques Publiques, synonyme de privatisation et dislocation pour casser le statut général des fonctionnaires, les précariser, les déréglementer.

C'est pourquoi la FNEC-FP-FO et eiL estiment que le projet de loi de rénovation du dialogue social dans la Fonction Publique issu des accords de Bercy de juin 2008 doit être abandonné comme porteur des plus graves dangers contre l'existence des statuts nationaux de corps, contre le paritarisme, contre la place des syndicats nationaux de fonctionnaires.

La FneC-FP-FO et eiL s'insurgent contre la prétention des pouvoirs publics, sous prétexte de nouvelles règles de représentativité syndicale, à faire disparaître, en les privant de tous

moyens et de toute légitimité officielle, les organisations syndicales ne rentrant pas dans les critères arbitraires préétablis.

Enfin, la FNEC-FP-FO et eiL constatent que toutes les dispositions liées à la régionalisation remettent en cause le caractère national du service public, qu'il s'agisse de la gestion des établissements ou de la gestion des personnels. En particulier, la régionalisation de la formation professionnelle porte en elle-même les plus lourdes menaces contre l'existence même des lycées professionnels publics.

Les Fédérations eiL et la FNEC-FP-FO appellent toutes les fédérations de l'Education Nationale à s'associer à ce texte et à discuter des modalités d'actions pour combattre toutes ces attaques.

e.i.L. Syndicats Fédérés Unitaires
74 rue de la Fédération
75739 PARIS CEDEX 15
fed.eil@wanadoo.fr

FNEC-FP-FO
6/8 rue Gaston Lauriau
93513 MONTREUIL CEDEX
fnecfpfo@fr.oleane.com